

Pourquoi les Solutions fondées sur la Nature ne résoudront pas la crise climatique

COP26 : face à l'urgence climatique, la fin du « blabla » ? Par [Marie Ndenga Hagbe](#) le 5 nov. 2021
<https://blogs.mediapart.fr/edition/cop26-face-lurgence-climatique-la-fin-du-blabla/article/051121/pourquoi-les-solutions-fondees-sur-la-nature-ne-reso>

Pourquoi les Solutions fondées sur la Nature ne résoudront pas la crise climatique – elles ne feront qu'enrichir davantage les riches. Ces prétendues "solutions" sont, dans leur grande majorité, des promesses vides qui conduiront à des violations massives des droits des autochtones, et ne permettront pas de résoudre la crise climatique. Par Fiore Longo.

Imaginez que vous êtes un Baka, un chasseur-cueilleur dans la forêt du bassin du Congo. Cette terre est votre foyer depuis des générations. Vous connaissez chaque pierre et chaque arbre qui s'y trouve. Vos grands-parents sont enterrés sur cette terre. Vous et votre peuple l'avez nourrie, en avez pris soin et l'avez aimée. Imaginez maintenant que vous soyez expulsés et que votre maison soit détruite parce que, comme on vous l'explique, un homme blanc vivant très loin de là, pense que votre forêt doit devenir une Aire protégée où seuls les éléphants sont autorisés à vivre. Il aime les éléphants, vous dit-on. Les hommes blancs aiment les éléphants. Apparemment, il est allé dans l'espace et a réalisé qu'il aimait votre forêt, et il s'inquiète du changement climatique. Cet homme a créé une entreprise qui a produit [60,64 millions de tonnes métriques de dioxyde de carbone l'année dernière](#) – l'équivalent de la combustion de 140 millions de barils de pétrole. Mais, vous dit-on, si votre forêt est protégée, il pourra se sentir mieux par rapport à ses propres émissions de CO₂. Vous vous demandez peut-être pourquoi il n'arrête pas ses émissions au lieu de détruire votre vie. La réponse à cette question est l'argent. Vous vous demandez peut-être aussi comment on peut croire qu'en faisant cela, on fait le bien. Et c'est à cette question que je réponds dans cet article.

Avec la multiplication des mouvements climatiques et l'accélération du réchauffement de la planète, la crise climatique est devenue indéniable pour la plupart. Et pourtant, les émissions continuent d'augmenter. Au lieu de faire face à la crise, des gouvernements, des entreprises et de grandes ONG de protection de la nature appellent le secteur financier à l'aide, cachant leur propre inaction et trompant les citoyens avec des slogans dangereux et mensongers, comme "nature positive", "Solutions fondées sur la Nature" (SfN), "zéro émissions nettes". Ces prétendues "solutions" sont, dans leur grande majorité, des promesses vides qui conduiront à des violations massives des droits des peuples autochtones, tout en ne parvenant pas à résoudre la crise climatique. Elles détournent l'attention des véritables causes de [la destruction de l'environnement et du changement climatique](#), et de ceux qui en sont les principaux responsables, au détriment des peuples autochtones et des communautés locales qui sont les moins à blâmer.

Que sont les Solutions fondées sur la Nature ?

Le nom sonne bien, n'est-ce pas ? Apparu pour la première fois en 2009, dans un document préparé par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) pour les négociations mondiales sur le climat, le concept a été présenté par les grandes organisations de conservation de la nature comme la ["solution oubliée"](#) au changement climatique. L'idée est très simple : la nature détient les solutions à nos différentes crises environnementales et, dans le cas du changement climatique, nous pouvons l'atténuer en évitant d'augmenter les émissions des écosystèmes naturels et agricoles (c'est-à-dire en créant davantage d'Aires protégées) ou en augmentant la séquestration du carbone dans ces écosystèmes (c'est-à-dire en plantant des arbres ou en restaurant des forêts). La voilà : une solution magique, qui ne repose pas sur des changements significatifs de la part des grandes économies et de leurs principales industries.

Dans les débats mondiaux sur le climat et la biodiversité, on entend de plus en plus souvent dire que 30 % de l'atténuation du changement climatique mondial peut être obtenue par des Solutions fondées sur la Nature (SfN).

Le vrai problème commence lorsque les Solutions fondées sur la Nature sont présentées comme le meilleur moyen de s'attaquer à la crise climatique, offrant une solution facile qui n'implique pas de brûler moins de combustibles fossiles ni de changer nos modes de consommation – qui sont pourtant les seules vraies réponses. Mais plus l'échelle requise pour les SfN augmente, plus la probabilité d'un impact dévastateur sur les peuples autochtones et les autres communautés locales augmente.

Sous ce nom accrocheur se cache l'approche habituelle (et pas très novatrice !) basée sur le marché financier. En pratique, les SfN donnent une nouvelle tournure à ce que l'on appelait autrefois les compensations carbone. Dans ce contexte, la "nature" est considérée comme un capital ou un actif, un bien auquel nous pouvons attribuer un prix et que nous pouvons échanger sur le marché. Supposons que Shell ([l'un des principaux partisans des SfN](#)) libère une quantité X de CO₂ dans l'atmosphère. Pour affirmer que l'entreprise respecte ses engagements en matière de climat, Shell peut continuer à rejeter exactement la même quantité de CO₂, à condition de soutenir également la création d'une Aire protégée, censée stocker la même quantité de CO₂, ou de planter des arbres, également censés absorber la même quantité de CO₂. Cet échange, bien sûr, s'effectue sur les marchés financiers par la création de crédits carbone. Et c'est cela que les gouvernements entendent par "zéro net" : ils n'ont pas vraiment l'intention de réduire leurs émissions à zéro, mais simplement prétendront à la place "compenser" ces émissions ailleurs.

Transformer la nature en une forme de capital (dans ce cas, en crédits carbone), qui peut ensuite être vendu sur le marché, est une idée tellement à la mode qu'elle a même reçu le soutien du défenseur de l'environnement et personnalité de la télévision [Sir David Attenborough](#).

Alors qu'est-ce qui cloche avec ça ?

Du point de vue de la justice : tout.

Selon l'article [le plus souvent utilisé comme preuve par ceux qui soutiennent les SfN](#) comme solutions d'atténuation (paru en 2017, avec comme co-auteurs des négociants en carbone et des représentants d'une grande organisation de protection de la nature), les SfN « peuvent fournir 37 % de l'atténuation rentable du CO₂ nécessaire jusqu'en 2030 ». Ce chiffre, sous diverses formes ("37 %", "un tiers", "plus d'un tiers", etc.) a été répété de nombreuses fois, gagnant en plausibilité à force de répétitions.

Mais que signifie réellement ce chiffre ?

Le moyen connu le plus efficace d'extraire le dioxyde de carbone de l'atmosphère est de planter des arbres. En effet, selon les estimations de 2017, le boisement représente près de la moitié du potentiel d'atténuation du changement climatique grâce aux SfN. Mais pour réaliser ce potentiel, il faudrait planter des arbres sur une superficie estimée à près de 700 millions d'hectares, soit presque la taille de l'Australie. Où va-t-on trouver ces terres ? Certainement pas en France ou au Royaume-Uni (qui font partie des partisans des SfN). Il est évident que de nombreux peuples autochtones et communautés locales, parmi les moins responsables de la crise climatique, risquent de perdre leurs terres.

Amarlal Baiga, du peuple Baiga, explique l'impact de l'afforestation pour la compensation sur sa communauté. Dans ce cas, il s'agit de [compensation de la biodiversité](#), mais le processus et les conséquences dévastatrices sont les mêmes. « Le département des forêts a installé de force des clôtures autour de mon champ et autour de tous les autres champs. Ils ont mis des clôtures et planté des tecks. Cette terre est la nôtre, cette terre appartenait à nos ancêtres. Ils nous ont fait planter les arbres, ils se

sont moqués de nous en disant "Ces plantes vous seront bénéfiques", mais maintenant ils nous harcèlent et disent "Cette forêt est à nous et cette terre ne vous appartient plus". »

Les terres de son village ont été prises dans le cadre d'un projet de reboisement compensatoire. En Inde, lorsque des forêts sont détruites pour des raisons telles que l'exploitation minière, les entreprises responsables doivent verser de l'argent au fonds CAMPA, qui est consacré à des projets de reboisement. Cependant, les forêts riches en biodiversité sont généralement remplacées par des plantations de monoculture, souvent sur les terres des Adivasi.

Outre le reboisement, la création d'Aires dites protégées est une autre SfN fortement mise en avant. La nouvelle initiative de la Commission européenne en faveur de la biodiversité, appelée [NaturAfrica](#), considère les aires de conservation comme un puits de carbone massif, qui peut « offrir des possibilités intéressantes de générer des flux de revenus pour les communautés par le biais de crédits carbone ».

Mais cela aussi constitue une énorme menace pour les peuples autochtones. Plusieurs organisations de défense des droits humains et des enquêtes indépendantes montrent depuis des années comment la création des Aires protégées, notamment en Afrique et en Asie, se fait sans le consentement des communautés autochtones ou locales, qui perdent tout accès à leurs terres ancestrales, et s'accompagne d'une militarisation et d'une violence accrues. Les Aires protégées détruisent les meilleurs gardiens du monde naturel, les peuples autochtones, sur les terres desquels se trouvent 80 % de la biodiversité.

Il est quelque peu surréaliste qu'un chasseur-cueilleur du bassin du Congo, dont le mode de vie a nourri et protégé ces forêts, perde l'accès à la terre et à la nourriture qui le font vivre, ou soit torturé et maltraité par un garde forestier, parce qu'à l'autre bout du monde, [un riche homme blanc](#), dont les entreprises polluent massivement, pense qu'il peut compenser ses émissions en créant une Aire protégée au Congo – au lieu de cesser d'exploiter les travailleurs, de payer des impôts et de simplement arrêter les émissions.

Bien sûr, les milliardaires ne sont pas les seuls à aimer cette idée. L'industrie de la conservation de la nature soutient les SfN parce qu'elle peut gagner des sommes considérables en vendant des crédits carbone provenant des Aires protégées qu'elle gère afin de financer de nouvelles Aires protégées (et de payer les salaires de plus d'un million de dollars de ses PDG).

Ainsi, à la fin de l'histoire, les peuples autochtones, les petits agriculteurs, les communautés locales et les pêcheurs perdront leurs terres à cause d'une crise climatique qu'ils n'ont pas provoquée.

Mais tout cela nous sauvera-t-il des pires conséquences du changement climatique ?

Absolument pas.

Tout d'abord, bon nombre de projets de plantation d'arbres présentés comme un [moyen d'atténuer les effets du changement climatique optent pour des arbres à croissance rapide](#), comme l'eucalyptus et l'acacia, afin de gagner de l'argent. En réalité, cela peut augmenter le carbone plutôt que de le réduire : la végétation existante doit être défrichée et les nouvelles plantations sont plus sensibles aux incendies. La plupart de ces plantations sont récoltées au bout de quelques années pour fabriquer des produits tels que le papier et le charbon de bois, qui renvoient rapidement tout le carbone capturé dans l'atmosphère. De vraies forêts constituées d'arbres autochtones doivent pousser pendant des décennies avant de commencer à absorber de grandes quantités de carbone. Enfin, les plantations d'arbres à grande échelle détruisent la biodiversité et les terres des peuples autochtones.

Deuxièmement, le projet de transformer 30 % de la planète en Aires protégées est également présenté comme un moyen d'atténuer le changement climatique. Mais outre l'impact désastreux sur la diversité humaine, il n'existe aucune preuve scientifique démontrant que le fait de doubler les Aires protégées soit bénéfique pour la nature. Sur les vingt objectifs du précédent plan d'action mondial pour la biodiversité,

qui couvrait la période 2010-2020, le seul qui ait été atteint était celui consistant à porter à 17 % la superficie de la Terre désignée comme Aire protégée. Pourtant, selon le secteur de la conservation lui-même, la biodiversité a décliné de plus en plus rapidement au cours de la même période. Une étude de 2019, portant sur plus de 12 000 Aires protégées dans 152 pays, a révélé que, à quelques exceptions près, ces réserves de conservation n'ont en rien contribué, au cours des 15 dernières années, à réduire la pression humaine sur la vie sauvage. En fait, dans beaucoup d'entre elles, la pression s'est même aggravée par rapport aux aires non protégées. De nombreuses Aires protégées invitent au tourisme de masse, à la chasse aux trophées et abritent des exploitations forestières et minières.

Enfin, le secteur de la finance n'a jamais résolu aucun de nos problèmes et ne le fera pas non plus cette fois-ci. Laisser au marché le soin de décider de ce qui est important et de ce qui ne l'est pas, en fonction de la "valeur économique", risque fort de s'avérer catastrophique. Un territoire autochtone, une forêt, une prairie sont-ils dignes d'être protégés uniquement en raison du carbone qu'ils stockent ? Qu'en est-il des personnes qui vivent sur ce territoire et de la diversité inestimable qu'elles représentent ?

C'est précisément l'exploitation des ressources naturelles à des fins lucratives et la marchandisation de la nature qui nous ont amenées ici en premier lieu. Le secteur de la finance veut engranger des profits, pas protéger notre planète.

Comme l'a clairement dit le PDG de Mirova, une société d'investissement : « Il est facile d'estimer nos effets sur le climat. L'impact carbone, les tonnes équivalent CO2 [...] Tout cela parle aux financiers. Quand on commence à discuter de déforestation ou de dégradation des écosystèmes, c'est beaucoup plus compliqué, car il n'existe pas encore d'indicateurs ni même de normes internationales pour mesurer ces impacts-là . »

Preuve supplémentaire qu'il s'agit d'une question d'argent (et non de nature), les SfN sont soutenues et mises en œuvre par les entreprises les plus grandes et les plus polluantes au monde et par l'industrie de la conservation comme un moyen d'éviter les changements radicaux réellement nécessaires pour lutter contre la crise climatique. Parmi les partisans des SfN, on trouve : Nestlé, BP, Chevron, Equinor, Total, Shell, Eni, BHP, Dow Chemical Company, Bayer, Boeing, Microsoft, Novartis, Olam, Coca-Cola, Danone, Unilever, etc.

Alors, nos gouvernements et nos grandes entreprises mentent-ils lorsqu'ils affirment "agir" pour mettre fin à la crise climatique ?

Oui. Les systèmes de compensation ont déjà échoué à prévenir le changement climatique. L'expansion massive de ces systèmes à travers des Solutions fondées sur la Nature échouera encore plus massivement. Les systèmes de compensation tels que les SfN devraient être abandonnés, et les gouvernements devraient plutôt mettre en place de véritables réglementations sur les entreprises et la finance afin de s'attaquer aux véritables causes de la destruction de l'environnement : l'exploitation des ressources naturelles à des fins lucratives et la surconsommation croissante, menée par les pays du Nord. Nous devons également décoloniser nos approches et cesser de marginaliser et de réduire au silence les peuples autochtones et autres communautés locales, qui protègent notre planète depuis des générations. Pour ce faire, les gouvernements doivent respecter, protéger et reconnaître pleinement les droits des peuples autochtones et autres communautés locales sur leurs terres. Enfin, il faut un changement radical de notre structure économique et de notre mode de vie. Les seules solutions réelles et justes pour arrêter le changement climatique viendront lorsque ces sujets seront mis sur la table. Jusqu'à présent, les dirigeants mondiaux, les ONG de protection de l'environnement, les entreprises et certains mouvements climatiques du Nord n'ont pas réussi à le faire.

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.